



Lycée Duplessis-Mornay (Saumur) Jusqu'où l'Institution laissera-t-elle la souffrance se développer ?

Depuis septembre 2024, le climat au sein de l'établissement ne se dégrade plus, il s'effondre. Derrière le décor de cet établissement saumurois, les personnels évoquent un quotidien brutal : management autoritaire, mépris des préconisations médicales, mise en danger de la santé mentale et physique des personnels et élèves. Face à ce délitement, les personnels n'ont pas seulement « tiré la sonnette d'alarme », ils ont saturé tous les dispositifs d'alerte : multiplication inédite des fiches SST (santé, sécurité et conditions de travail), saisines des Formations Spécialisées en Santé, Sécurité et Conditions de Travail (les FSSSCT, les nouveaux CHSCT), dépôts de procédures pour Danger Grave et Imminent (DGI). Le paroxysme est atteint juste avant les vacances d'hiver. Une enquête interne a libéré une parole sans équivoque : celle d'une communauté éducative à bout de nerfs, travaillant "la boule au ventre". 18 mois de souffrance et aucune réponse de l'administration, plus silencieuse que « la grande muette ». Le Ministère, imprégné d'une doctrine du « pas de vague » devenue systémique, semble préférer l'immobilisme à la protection de ses personnels. On demande aux professeurs de reprendre leur service sans changer le management en place, ne tenant pas compte des traumatismes évoqués. Cet affront de l'institution est une faute. Deux procédures de Danger Grave et Imminent déposées par les représentants syndicaux depuis plusieurs mois ont été purement et simplement ignorées par l'autorité administrative, une troisième a été déposée début février à la suite d'un nouvel événement grave, et un quatrième Danger Grave et Imminent a de nouveau été déposé à l'échelle académique lundi 2 mars puisqu'aucune mesure de protection n'a été prise depuis maintenant plusieurs semaines.

À ce jour, soit 36 heures après le dépôt du 4^{ème} Danger Grave et Imminent à l'échelle académique, le rectorat n'a toujours pas donné suite.

C'est donc face à l'absence de réponse concrète et faute de perspectives que les personnels, bien conscients de leur mission envers leurs élèves, se voient contraints de déposer un préavis de grève à compter de ce jeudi 5 mars. Cette action, devenue une nécessité absolue pour pouvoir travailler dans la dignité et en toute sécurité, vise à alerter une nouvelle fois les responsables. Il est désormais temps que l'administration sorte de son mutisme, entende cette ultime alerte et endosse enfin sa responsabilité pour apporter des améliorations immédiates et durables.